Métropolisation et mondialisation : des facteurs de déstabilisation politique dans le monde arabe

Résumé : Parmi les principales causes des révoltes ou révolutions arabes, il nous faut souligner les processus de métropolisation et de mondialisation. Les régimes autoritaires dans le monde arabe se sont construits dans le cadre d'économies fermées et rentière reposant sur une majorité rurale, or en 2011 ils sont dans une économie ouverte et face à une majorité urbaine. La mutation politique n'a pas suivi cette mutation, ce qui engendre d'inévitables blocages et la rupture du pacte social. La réduction de la rente pétrolière indirecte, après la crise financière de 2007, fut sans doute le catalyseur d'une contestation qui ne fait que débuter pour de nombreux régimes incapables de s'adapter ou d'acheter la paix sociale.

Mots clés : métropole, mondialisation, urbanisation, révolte, autoritarisme, arabe

Les révoltes ou révolutions[1] qui secouent le monde arabe depuis janvier 2011 se concentrent dans les villes et dans surtout dans les capitales. Certes il s'agit d'un objectif essentiel pour tout mouvement révolutionnaire que de s'emparer du centre du pouvoir, cependant à l'égard de ces révoltes il faut souligner leur caractère spontané et inorganisé dans un premier temps. Nulle part nous ne sommes face à des partis révolutionnaires de masse avec une stratégie bien établie : *foco* guevarien ou insurrection prolétarienne urbaine. En fait ces révoltes urbaines sont l'expression de la mutation spatiale qui a eu lieu depuis la dernière vague révolutionnaire dans le monde arabe dans l'après deuxième guerre mondiale : en Egypte la révolution des officiers libres de 1952 avec Jamal Abdel Nasser en Egypte, les coups d'Etats baathistes en Syrie et en Irak ou la guerre d'indépendance algérienne. Ces révolutions provenaient des campagnes car nous étions dans des pays essentiellement ruraux avec un fort clivage ville-campagne. En 2011, la situation a radicalement changé puisque nous nous trouvons dans des pays où les citadins sont majoritaires avec une tendance lourde à la concentration dans les métropoles. Certes nous ne sommes pas dans le cas de l'Amérique Latine ou de l'Asie orientale avec des agglomérations dépassant les dix millions d'habitants. Seul Le Caire correspond à ce schéma avec ses 12 millions d'habitants alors que Tunis ne compte que 2 millions d'habitants, Damas cinq millions et Casablanca 4 millions. Le processus de métropolisation dévitalise les petites et moyennes villes et aucune politique de rééquilibrage n'est prévue pour contrebalancer l'attraction de la capitale par la promotion de métropoles de province. En Tunisie et en Syrie, la révolte est venue justement des petites villes périphériques mais elle s'est propagée rapidement vers les capitales, tandis qu'en Egypte, la contestation a débuté directement dans les banlieues du Caire.

Les campagnes sont relativement épargnées par le mouvement malgré la pauvreté qui y règne. Bien sûr la misère rurale s'est déplacée vers les villes mais cela n'explique pas leur apathie ou leur fidélité aux régimes autoritaires. En fait le système de contrôle de l'espace et des

[1] Une révolution implique un changement de système politique, or jusqu'à présent si des têtes sont tombées, les systèmes politiques demeurent en l'état. Cela signifie que nous ne sommes pour l'instant que face à des révoltes. Mais une révolution ne se fait pas en un jour, le processus révolutionnaire commence par une révolte qui aboutit des mois ou des années plus tard à un véritable changement de système politique. Dans le monde arabe nous ne sommes qu'au début de ce processus.

populations est plus efficace dans les campagnes car le système clientéliste qui soutient les régimes arabes fonctionne parfaitement grâce aux structures tribales et nobiliaires. Les régimes de Moubarak et de Bachar el Assad sont issus des coups d'Etat fomentés par la petite bourgeoisie rurale, contre les élites économiques citadines, qui avaient hérité du pouvoir à l'indépendance. Les politiques de développement de Jamal Abdel Nasser et de celle du parti Baath arabe socialiste en Syrie avaient pour objectif de s'appuyer sur les ruraux pour se maintenir au pouvoir. La réforme agraire fut l'instrument privilégié de cette stratégie puisqu'elle détruisait l'emprise des bourgeoisies citadines sur le monde rural. Même les régimes conservateurs, tel que la Monarchie marocaine, eurent recours à la réforme agraire pour ce constituer une base sociale concurrente des couches citadines contestatrices, comme le faisait remarquer Rémy Leveau dans son ouvrage de référence : *Le Fellah marocain Défenseur du trône*[2].

Les révoltes arabes ont pour fondement politique la contestation de l'autoritarisme des régimes mais elles plongent également leurs racines dans les problèmes sociaux actuels. Certes la situation est différente entre les pays riches en hydrocarbures et les autres, car les premiers peuvent acheter la paix sociale tandis que les autres n'ont d'alternative que la répression ou la démission face à la colère de la rue. Le pacte social basé sur l'abdication des droits politiques contre l'existence d'un Etat providence a été rompu dans bien des pays arabe en ce début de XXIème siècle. La population non intégrée par le secteur étatique et le secteur privé formel a augmenté considérablement ces vingt dernières années. Les classes moyennes apparues avec la constitution des appareils bureaucratiques se sont étiolées et leurs enfants n'ont pas trouvés de débouchés dans le secteur privé. Quant aux couches populaires leur frustration n'en est que plus forte car elles voient leurs espoirs d'ascension sociale par l'éducation disparaître. La frustration la plus grande se rencontre dans les métropoles où les écarts de richesse liés à l'intégration dans la mondialisation se sont accrus considérablement au cours des deux dernières décennies.

Métropolisation et mondialisation créent un terreau favorable à la déstabilisation des régimes en place. Ce schéma est bien sûr variable en fonction des pays. Le cas Libyen correspond peu à cette problématique, c'est davantage le cas en Syrie mais le communautarisme vient brouiller les cartes car comme au Liban, en Irak, en Lybie, en Syrie ou au Yémen, si le problème est social, la réponse en revanche est communautaire et/ou tribale. La géopolitique régionale masque également le fond du problème spatial. Dans le cas syrien, il est clair que les Etats Unis et les pétromonarchies du Golfe souhaitent casser l'axe pro-iranien : Liban, Syrie, Irak et Iran, caricaturé par le terme d' « axe chiite » face à l'axe « sunnite », c'est-à-dire pro-occidental, dominé par l'Arabie Saoudite. Mais la déstabilisation venue de l'extérieure, à travers le soutien à l'opposition et les sanctions économiques, voire une intervention militaire, ne peut être couronnée de succès que si elle rencontre un terreau socio-politique favorable. La relation entre l'espace et le pouvoir est donc une des clés de compréhension de la déstabilisation actuelle du monde arabe, et pour le comprendre nous avons besoin de recourir à des analyses de géographie politique. A la différence de la géopolitique, au sens classique du terme, qui se focalise sur les relations et les acteurs internationaux, la géographie politique

[2] Leveau Rémy, *Le Fellah marocain Défenseur du trône*, Paris, Presses de Sciences Po, 1976.

se concentre sur la dialectique espace et pouvoir dans le but de comprendre notamment les déterminants internes qui structurent le pouvoir, modèlent l'espace et expliquent ses crises[3]. Dans le cas du monde arabe notre hypothèse est que les régimes autoritaires sont dans de nombreux pays déstabilisés par des transformations sociales internes et liées à la mondialisation auxquels ils sont incapables de répondre. La problématique dans les pays pétroliers est différente car, même s'ils sont les plus urbanisés, la rente des hydrocarbures leur permet de contenir la contestation sociale pour l'instant, mais l'exemple de Bahreïn, qui a épuisé ses réserves de pétrole, prouve qu''ils ne font que repousser l'échéance. Cette étude portera donc sur les pays arabes non pétroliers.

A – Du rural à l'urbain, de l'autocentré à la mondialisation

Excepté le Yémen, les citadins sont désormais largement majoritaires dans le monde arabe. Le taux d'urbanisation est passé de 25% en 1950 à 70% en 2010. Les pays du Golfe possèdent des taux d'urbanisation records (plus de 90% de leur population) car la manne pétrolière a provoqué une mutation rapide de ces sociétés bédouines qui sont aujourd'hui complètement urbanisées et mondialisées. Dans la plupart des pays arabes non pétroliers le taux d'urbanisation varie entre 60 et 70% (Egypte, Syrie, Tunisie et Maroc). Ils s'appuient sur un réseau de villes ancien qui continuent à drainer l'exode rural mais l'essentiel du croît démographique des villes est désormais le fait de leur croissance interne. Au Liban et en Jordanie, les taux d'urbanisation dépassent 80% en raison de la macrocéphalie précoce de la capitale qui polarise complètement le territoire. Après les indépendances, les politiques volontaristes d'aménagement du territoire ont permis le développement d'un réseau intermédiaire de petites et moyennes villes dans le but de structurer l'espace rural. Les promotions administratives et la réforme agraire furent les deux principaux instruments de cette urbanisation dont le but était de réduire le clivage ville-campagne. D'opposer un réseau urbain concurrent aux grandes métropoles régionales qui dominaient depuis des siècles les campagnes[4], au point que certains géographes décrivaient ces villes comme un « corps enkysté qui se nourrit de la campagne sans rien lui offrir en échange »[5]. La littérature dans le monde arabe abonde de romans qui expriment l'infériorité des campagnes par rapport aux villes[6]. Le mot « ville » se traduit par *al medina* mais aussi *al hadara* qui signifie également la « civilisation » tandis que la « campagne » se traduit par *rif* qui signifie aussi « sauvagerie ». Cette opposition ville-campagne est à l'origine des coups d'Etat des années 1950 en Egypte, Syrie et Irak qui ont amené au pouvoir la petite bourgeoisie rurale, dont les régimes actuels sont les héritiers. En Tunisie nous avons une situation comparable avec Habib Bourguiba

---

[3] Pour Yves Lacoste, un des principaux représentant de l'école de géopolitique française et auteur du célèbre : *La géographie cela sert d'abord à faire la guerre* en 1976, la géopolitique englobe toutes les stratégies d'acteurs et les conséquences sur l'espace. Cette vaste définition intègre d'après Yves Lacoste la géographie politique qui n'aurait donc pas d'existence en tant que discipline. Nous réfutons bien sûr cette hégémonie géopoliticienne. La géographie politique étudie la dialectique espace et pouvoir tandis que la géopolitique se concentre sur les relations entre acteurs internationaux. Les deux disciplines sont sécantes.

[4] Al Dbiyat Mohamed, *Homs et Hama en Syrie centrale*, Damas, IFPO, 1995.

[5] Weulersse Jacques, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Arthaud Editeur, Tours, 1947.

[6] Le roman de Tawfik el Hakim *Mémoire d'un substitut de campagne* sur l'Egypte des années 1930-1940 est particulièrement éloquent.

originaire du Sahel de Monastir, quant au Maroc, si les élites urbaines marocaines ont conservés le pouvoir, elles ont dû composer avec les notables ruraux qui étaient les plus fidèles soutient de la monarchie chérifienne. Dans tous ces pays les régimes ont procédé à des réformes agraires, démantelant les grands domaines coloniaux et les latifundia-s locales au profit de la paysannerie qui devenait ainsi le plus fort soutient du régime. Le phénomène fut des plus caricatural en Syrie où, selon l'expression de Raymond Hinnebusch, « les paysans sont passés du service des grands propriétaires terriens à celui des services de renseignement »[7].

Pour les nouvelles élites au pouvoir venues des campagnes, les grandes villes sont des territoires hostiles. Le dirigisme économique, les nationalisations et les réformes agraires ont pour but également de briser la bourgeoisie citadine et l'empêcher de reprendre le pouvoir. L'intégration nationale et le développement ne sont que des moyens de contrôle politique et non une finalité socio-économique pour les nouveaux régimes, ce qui explique en grande partie leur échec dans le cadre du mode de développement autocentré. Dès les années 1970, la Tunisie libéralise son économie et abandonne sa couteuse politique de rééquilibrage du territoire au profit des périphéries ouest et sud, les tendances à la concentration sur le littoral reprennent[8]. L'Egypte suit dans les années 1980 et la Syrie dans les années 1990, mais les dynamiques antérieures ne sont pas forcément interrompues au profit d'une concentration tout azimut sur les grands centres en raison de l'inertie bureaucratique. Quant à la monarchie chérifienne, si elle a fait preuve d'un volontariste agricole dans les premières années de l'indépendance, cela n'a profité qu'aux notables ruraux et non aux masses paysannes[9]. Par ailleurs cela s'est limité au Maroc utile des plaines, le Maroc inutile[10] de l'Atlas et du Rif est demeuré dans le même état de sous-développement que sous le Protectorat français. Dans ce contexte, seule la capitale a bénéficié de la sollicitude des nouveaux dirigeants arabes dans le cadre d'un centralisme exacerbé. Les anciennes métropoles régionales furent abaissées au profit des petites villes et de la capitale, car jugées concurrentes et peu contrôlables. Cette marginalisation politique et économique a pu générer des mouvements de contestation violents dans ces villes. En Syrie, Alep fut à la tête de la révolte islamiste des années 1979-1982[11] contre le régime baathiste. Alexandrie d'Egypte, autrefois ville dynamique et cosmopolite, devint un foyer d'intégrisme islamique dans les années 1990. En 2011, ce n'est pas un hasard si la contestation au régime de Kadhafi est venue de Benghazi, la capitale déchue de la Cyrénaïque.

La période des constructions nationales, du mode de développement autocentré et du dirigisme économique sont terminés dans l'ensemble du monde arabe. Les régimes ont évolués avec la succession des monarques et des pères de l'indépendance aux profits de leurs fils naturels ou spirituels. Désormais la nouvelle génération est citadine de naissance et proche

---

[7] Hinnebush Raymond, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria*, Westview Press, London, 1989.
[8] Signoles Pierre, *L'espace tunisien : Capitale et Etat-Région*, Fascicules de Recherches n° 14 et 15, URBAMA, Tours, 1985.

[9] Troin Jean-François, *Le Grand Maghreb*, Armand Colin, Paris, 2006, p.215.
[10] L'expression Maroc utile et Maroc inutile est apparue sous le Protectorat français.
[11] Seurat Michel, *L'Etat de Barbarie*, Seuil, Paris, 1989.

des milieux d'affaires que leurs prédécesseurs avaient combattus. Fort du pouvoir politique et d'un capital acquis par détournement des ressources de l'Etat ou ponction sur le secteur privé, les nouveaux dirigeants libéralisent l'économie à leur profit. La guerre froide, garante pour certain régimes d'une rente stratégique, est terminée et la pression extérieure leur impose une ouverture, qu'ils acceptent d'autant plus volontiers, qu'ils ont aujourd'hui les moyens de profiter des opportunités de la mondialisation. Désormais la Tunisie, l'Egypte ou la Syrie utiles se résument à la capitale et ses annexes touristiques, les seuls pôles à travers lesquels ils peuvent intégrer le réseau du capitalisme mondialisé. Dans certains pays, les villes secondes retrouvent une certaine vitalité, lorsqu'elles n'ont pas été complètement dévitalisées par les années de centralisme. Alep en Syrie est une de ces rares villes, car en revanche Tripoli du Liban, Irbid en Jordanie, Sfax en Tunisie et Alexandrie n'ont plus la capacité d'intégrer le réseau des villes mondialisées.

Le difficile passage d'une économie de rente à une économie de production

L'économie du monde arabe est largement basée sur la rente pétrolière et gazière. Le Moyen-Orient concentre les deux tiers des réserves mondiales d'hydrocarbures et contribue au tiers de la production mondiale. Les réserves en hydrocarbures prouvées permettent à la majorité des pays un demi-siècle de production à un rythme soutenu et ralentit par la suite, mais l'information sur les réserves pétrolières étant ce qu'il y a de plus confidentiel dans le monde, il est probable que la durée de production s'allonge. Les pays arabes sont différemment dotés, certains disposent seulement d'une production qui couvre plus ou moins leurs besoins nationaux: l'Egypte et la Syrie par exemple, d'autres en sont privés : Jordanie, Liban, Tunisie, Maroc et désormais Bahreïn qui a épuisé ses ressources. Néanmoins ces pays bénéficient de la rente indirecte sous la forme de transferts des émigrés et d'investissements des pays pétroliers. En revanche les aides directes ont disparues après la période faste qui suivi la guerre de 1973 pour « les pays de la ligne de front contre Israël » : Egypte, Syrie, Jordanie et Liban[12]. Les activités de services priment dans l'ensemble des pays arabes sur les activités de production, excepté l'extraction pétrolière et la construction. L'industrie manufacturière n'est pas concurrentielle sur le plan de qualité et du coût de la main d'œuvre.

La dépendance à l'égard des hydrocarbures et du Golfe a été mise en évidence avec la crise financière de 2007. La chute des prix du pétrole, de 150 $ à 40$ le baril, a provoqué une crise économique dans le Golfe. L'Emirat de Dubaï n'a été sauvé de la faillite que grâce à l'intervention d'Abou Dhabi, et pour soutenir leur propre économie les pétromonarchies ont coupé leurs investissements. Dans les pays non exportateurs de pétrole les effets de la crise se sont fait ressentir avec quelques mois de décalages. Ils ont été moins mis en lumière par les médias qui se sont focalisés sur l'arrêt des chantiers de Dubaï telle que la plus haute tour du monde, Borj Dubaï, qui a été achevée par les capitaux d'Abou Dhabi, devenant ainsi Borj Khalifa, du nom de la famille régnante d'Abou Dhabi. Ainsi en Tunisie, en Egypte, au Maroc

[12] La guerre israélo-arabe de 1973 a provoqué la multiplication par six des prix du pétrole. Les pétromonarchies du Golfe décidèrent d'aider les pays frontaliers d'Israël avec une partie de leurs énormes excédents commerciaux. A la suite des accords de Camp David en 1978, l'Egypte fut exclue de la Ligue Arabe et n'a plus bénéficié des aides arabes. Après le contre choc-pétrolier de 1983, les aides des pays pétroliers s'amenuisèrent pour disparaître à la fin de la décennie.

et en Syrie de nombreux projets immobiliers financés par le Golfe ont été arrêté, ce qui a contribué à l'augmentation d'un chômage déjà massif, d'autant que des centaines de milliers de travailleurs immigrés dans le Golfe furent contraint de revenir dans leurs pays. Quant aux touristes du Golfe, qui représentent une source de revenus tout aussi importante que le tourisme occidental en Egypte, Jordanie et Liban, il s'est aussi fortement réduit. La crise financière de 2007 est donc une des causes du déclenchement du Printemps arabe de 2011, tout comme le printemps des peuples européens de 1848 qui fut précédée par une violente crise économique[13]. Certes c'est l'autoritarisme des régimes qui en est question, mais si cet autoritarisme est dénoncé aujourd'hui avec tant de force c'est parce que le pacte social a été rompu et que l'intégration dans la mondialisation se révèle très douloureuse sur le plan social et en fin de compte peu couronnée de succès économique.

Avec la fin de la guerre froide, de nombreux régimes arabes ont vu fondre les rentes stratégiques et ont dû changer de politiques économiques pour intégrer les nouvelles générations qui arrivaient sur le marché du travail et qu'ils ne pouvaient plus embaucher dans un secteur public déjà pléthorique. Ils ont donc encouragé la construction d'un secteur extraverti et moderne capable de créer des emplois et de générer des recettes en devises sur le modèle asiatique. Certains pays, faiblement dotés en ressources naturelles, ont ainsi pu atteindre le statut de pays à revenus intermédiaires grâce à des taux de croissances dignes des pays émergents. Mais il faut relativiser le succès de cette politique car si le PIB par habitant a triplé entre 1970 et 2000 dans les pays d'Asie du Sud-Est, il n'a que doublé dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et ce avec une augmentation considérable des cours du pétrole. En fait les économies de la région connaissent une forte dualité entre un secteur moderne et mondialisé et un secteur lié au marché intérieur, composé de petites et moyennes entreprises familiales peu productives. Cela créé bien sûr un clivage au sein du marché de l'emploi et représente un blocage à la modernisation du secteur privé. Certes en cas de crise mondiale, le secteur local joue le rôle d'amortisseur, mais la consommation étant stimulée de plus en plus par les remises des émigrés et les dépenses publiques liées à la rente pétrolière, il est lui aussi victime de la récession.

Dans la phase actuelle de la mondialisation, la situation du secteur moderne souffre en raison de son inadaptation dans la division internationale du travail. D'une part, les salaires dans la région sont deux à trois fois trop élevés par rapport à ceux de l'Asie du Sud-Est pour les mêmes productions manufacturières. D'autre part la stratégie de la sous-traitance permettant d'employer une main d'œuvre non-qualifiée est victime du succès des politiques d'éducation. A titre d'exemple, les zones franches industrielles jordaniennes emploient du personnel asiatique, car la main d'œuvre jordanienne refuse de travailler pour des salaires jugés trop faible par rapport au niveau de vie local et surtout au niveau d'éducation supposé. En fait, les universités du monde arabe produisent une majorité de diplômés complètement inadaptés à l'économie moderne et qui n'ont d'autres débouchés que la fonction publique. La transition vers une « économie de la connaissance » est compromise par la mauvaise qualité de l'enseignement supérieur. Seules quelques établissements élitistes, et bien souvent privés,

[13] En 1847, l'Europe a connu une crise de la production agricole qui s'est propagée à l'industrie puisque les ruraux n'avaient plus les moyens de consommer des produits manufacturés.

dispensent des formations de qualité, mais la plupart de ces diplômés émigrent ensuite vers les pays du Golfe ou l'Occident. En Egypte, en Tunisie et en Syrie, les jeunes diplômés du supérieur sont les cadres du mouvement de contestation sur le terrain. Ils sont les premières victimes de la rupture du contrat sociale entre l'Etat et sa population qui n'est plus capable de maintenir un fort niveau de redistribution entre les «gagnants » de la mondialisation et les « perdants ». En fait les deux catégories sont désormais perdantes puisque les pays de la région sont mal intégrés dans le nouveau système économique mondial. Ils se rejoignent donc pour protester contre l'accroissement des inégalités sociales, une croissance économique faible en emplois, la marginalisation des territoires périphériques à l'échelle nationale comme à celle des métropoles.

Des métropoles liées aux pétromonarchies du Golfe

La construction et la mutation des métropoles dans les pays arabes est à l'image de l'intégration de ces pays dans la mondialisation. Elles cherchent davantage à établir leur contrôle sur le territoire national plutôt qu'à devenir des nœuds de la mondialisation. C'est inhérent à la structure autoritaire, centralisé et clientéliste du pouvoir politique qui officiellement souhaite que la métropole devienne un nœud de la mondialisation mais qui à des fins de contrôle politique les empêche de tisser des liens intenses avec les autres villes mondiales. Néanmoins les processus de métropolisation et de mondialisation sont en marche sous les effets de l'ouverture économique et de la pression des capitaux du Golfe. Les métropoles perdent des activités productrices mais gagnent des activités de commandement et d'échange sur le modèle des grandes villes des pays développés[14]. L'exemple des métropoles du Proche-Orient est particulièrement éloquent du fait de la proximité du Golfe pétrolier et des différences de régimes politiques entre la Syrie, le Liban et la Jordanie.

Beyrouth: annexe touristique des pays du Golfe (figure 1 et 2)

Les investissements en provenance des pays arabes contribuent largement à la mutation urbaine des métropoles du Proche Orient. D'une part les projets immobiliers sont destinés à une clientèle du Golfe ou des émigrés qui sont habitués au mode de vie du Golfe : voiture individuelle, centres commerciaux, appartements spacieux protégés … un consumérisme exacerbé. D'autre part les promoteurs du Golfe exportent leur modèle urbanistique au Proche Orient. La reconstruction de Beyrouth est un exemple caractéristique. Le nouveau centre-ville, aménagé par la société SOLIDERE[15], propriété de l'ex premier ministre Rafic Hariri[16], devait redonner à Beyrouth sa place financière et touristique d'avant la guerre civile. Rafic Hariri espérait-t-il véritablement concurrencer Dubaï ? En homme d'affaire avisé et pragmatique il est parvenu à vendre son projet, son but était avant tout de trouver des acheteurs pour les immeubles et les concessions mises en vente par sa société. Le centre

[14] Escallier Robert, « Métropoles et globalisation dans le monde arabe et méditerranéen : état, enjeux et perspectives », *Cahier de la Méditerranée*, n°64, 2003.

[15] SOciété LIbanaise de DEveloppement et de REconstruction in French. http://www.solidere.com/solidere.html

[16] Rafic Hariri, est un homme d'affaire libanais naturalisé saoudien. Homme d'affaire et promoteur immobilier, il a fait fortune en Arabie Saoudite dans les années 1970. Après la guerre civile libanaise (1975-1990), il fut premier ministre de 1992 à 1998 et de 2000 à 2004 grâce à un compromis syro-saoudien. Le 14 février 2005, il fut assassiné à Beyrouth lors d'un attentat attribué à l'époque à la Syrie, puis la piste s'est orientée vers des membres du Hezbollah libanais. Mais à ce jour aucun verdict n'a été rendu.

ancien est reconstruit dans le style beyrouthin mais les bâtiments du front de mer ont une architecture moderne qui rappelle les tours de Dubaï. Car il n'est pas question pour les ressortissants du Golfe de vivre dans des immeubles traditionnels même rénovés. Pour rendre attractif sa concession immobilière, le Premier Ministre lança un programme d'autoroutes urbaines financées par l'Etat, pour la relier à l'aéroport, en moins de 15 mn, et à la corniche où les grands hôtels retrouvaient leur éclat. Ce réseau d'autoroutes est plaqué sur un tissu urbain traditionnel, à la voirie étroite, avec lequel il communique peu afin que le trafic local ne vienne pas gêner la circulation des privilégiés qui fréquentent et résident au centre-ville.

A la suite du projet SOLIDERE, Rafic Hariri souhaitait s'emparer d'une zone littorale au sud de Beyrouth, le quartier d'Ouzaï, pour y construire un projet immobilier résidentiel : « Elyssar »[17]. Le terrain est occupé illégalement par des réfugiés chiites venus du Sud Liban durant la guerre et, même si les occupants n'ont pas de titres de propriété, il est délicat au Liban de les expulser manu militari. Par conséquent, le Premier Ministre décida de doubler la nouvelle autoroute qui traverse la banlieue sud par une autre bretelle, prétextant l'encombrement de la première, qui devait traverser le quartier et le détruire en partie au passage. La résistance des habitants du quartier, soutenus par le Hezbollah et le parti Amal, empêcha Rafic Hariri d'arriver à ses fins : les tronçons d'autoroute s'arrêtent aux entrées nord et sud du quartier d'OuzaÏ. Il n'est pas question de chasser les populations sans une indemnisation confortable et il n'est pas question non plus de découper le territoire chiite de la banlieue sud de Beyrouth. Le projet immobilier de Rafic Hariri est destiné aux populations bénéficiant de la mondialisation. Les populations locales, appauvries car privées de ressources extérieures, sont reléguées vers les périphéries. Nous sommes dans le processus classique d'écologie urbaine darwinienne en phase avec la mondialisation libérale. Cependant au Liban, ce processus se heurte à une forte territorialisation communautaire et au clientélisme politique. L'action du premier ministre sunnite Rafic Hariri est interprétée comme une appropriation d'un territoire chiite par les sunnites, secondairement comme une lutte entre groupes sociaux : les classes aisées citadines contre les classes populaires néo-urbaines et en tout dernier lieu seulement comme une intervention d'intérêt général.

Amman ou la transposition du modèle SOLIDERE (figure 3)

La Jordanie est considérée depuis plusieurs décennies comme le pays du plus sûr du Proche Orient. Les réfugiés irakiens les plus aisés vinrent se réfugier à Amman en 2003. Après le retrait de l'armée syrienne du Liban en 2005, les syriens qui possédaient des comptes bancaires au Liban transférèrent leurs avoirs à Amman où il était plus facile de se rendre qu'à Beyrouth ou Chtaura. La Jordanie est la base arrière des institutions américaines civiles et des ONG qui opèrent en Irak, elle accueille les sièges sociaux de nombreuses sociétés étrangères travaillant dans la région. Amman a depuis longtemps supplantée Beyrouth comme place financière puisque sa capitalisation est de double de celle de la place libanaise. La Jordanie offre des opportunités d'investissement immobilier intéressantes dans le tourisme, l'habitat et le commercial. Aqaba et le littoral de la mer morte accueille depuis le traité de paix avec

[17] Harb, Mona : "Transforming the Site of Dereliction into the Urban Culture of Modernity: Beirut's Southern Suburb and the Elyssar Project. In *Projecting Beirut: episodes in the construction and reconstruction of a modern city*, edited by P. G. Rowe and H. Sarkis. Munich: Prestel, 1998.

Israël en 2004 d'importants projets immobiliers : à Aqaba la société Al Maabar (EAU) a remporté un appel d'offre pour l'extension du port d'Aqaba et des projets touristiques d'un montant de 3,6 milliards d'euros. Le but est de transformer l'unique station balnéaire jordanienne, modeste et familiale, en une luxueuse marina. Cependant les projets les plus ambitieux sont à Amman avec la construction d'un nouveau centre-ville : « Al Abdali » de 44,7 ha dont le but est de « donner à la Jordanie et à ses citoyens une capitale dont ils soient fiers et un centre de niveau mondial comme les autres grandes villes telles que Paris et New York »[18]. En fait ce nouveau centre-ville devrait plutôt ressembler à celui des pays arabes du Golfe plutôt qu'aux villes occidentales. Ce projet a été attribué en 2003 à la société Horizon de Bahaa Hariri, le fils de Rafic Hariri, en partenariat avec l'Etat jordanien et le groupe koweitien : « Koweït Project Company (KIPCO) ». Sur ces 44,7 ha seront construits 40 000 logements, des bureaux, un centre commercial, un quartier de cliniques privées, des hôtels de luxe … Une avenue moderne : « Abdali Boulevard », à l'image de « Cheikh Zayed Road » à Dubaï mènera au nouveau centre. De part et d'autre de l'avenue des concessions sont offertes aux investisseurs pour élever des tours.

Damas et Alep : des projets en attente (figure 4 et 5)

En Syrie, les annonces de projets sont nombreuses mais les réalisations sont toujours plus modestes. Jusqu'à présent le centre de Damas n'a guère été transformé par l'arrivée massive de capitaux du Golfe désireux d'investir dans l'immobilier. Le seul projet d'envergure réalisé est le « Four Seasons », hôtel de luxe propriété du prince saoudien Walid Ibn Talal. Un projet de centre commercial avait été lancé derrière l'ancienne gare du Hedjaz, mais le promoteur saoudien lassé des prétentions de ses partenaires syriens a fini par abandonner le chantier après deux ans de travaux. Le régime de Bachar El Assad oblige les investisseurs étrangers à s'associer avec des partenaires syriens, en particulier les deux holdings que le Président syrien a créé en 2007 : Cham et Charq. Rami Makhlouf, le cousin du Président syrien, dirige le premier holding et devient un associé incontournable même s'il est poursuivi par la justice américaine pour abus de biens sociaux. Des programmes résidentiels de luxe sont prévus sur le plateau de Yafour, la nouvelle cité jardin de Damas, et de l'immobilier de bureau à Damas, il est vrai que la capitale syrienne manque de surfaces pour accueillir les sièges sociaux et l'administration des entreprises privées. La morphologie de Damas ne devrait guère changer dans les prochaines années même si l'ensemble de ces projets était réalisé. Alep est moins touchée par les programmes immobiliers. Les investisseurs étrangers sont plus rares, on note cependant l'arrivée de Carrefour et de Virgin dans le nouveau Shahba Mall d'Alep et de quelques projets touristiques dans la vieille ville d'Alep. La Syrie ambitionne d'être la principale destination touristique du Proche Orient à l'horizon 2020 dans le but de résorber le chômage : elle espère la création de 2 millions d'emplois et de remplacer les devises provenant d'hydrocarbures qui s'épuisent. Dans ce cadre, Alep apparaît comme une destination privilégiée qu'il convient de valoriser en la dotant d'une véritable infrastructure hôtelière. Un hôtel Hilton trône fièrement au centre-ville, mais il est loin d'afficher un taux de remplissage satisfaisant. La révolte de 2011 en Syrie a mis un terme à ces projets. Mais le

[18] Jamal Itani, Directeur de Abdali Investment and Development, cité par *Jordan Times*, 20 mai 2008

processus devrait reprendre lorsque la situation politique se sera normalisée que le régime de Bachar el Assad reste en place ou qu'il s'effondre.

La mutation des métropoles du Proche Orient est très influencée par l'exportation du modèle urbain du Golfe dans un contexte de forte croissance démographique et des dysfonctionnements inhérents aux villes du Sud qui l'accompagne. Le modèle urbain européen qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1980 semble désormais dépassé par celui en provenance du Golfe arabo-persique, malgré la proximité avec l'Union Européenne et l'aide au développement que cette dernière apporte aux pays du Sud de la Méditerranée. Ce modèle urbain correspond aux désirs des classes supérieures des pays arabes très influencées par le mode de vie du Golfe, qu'il soit véhiculé par les médias ou parce qu'elles ont travaillé dans le Golfe. Les nouveaux projets immobiliers sont des opportunités d'investissement pour les sociétés du Golfe qui les construise en partenariat avec des sociétés locales. Le Caire, Tunis et Casablanca[19] sont également touchés par cette mutation urbanistique qui aboutit à une métropole duale et inégalitaire, un terrain propice aux conflits sociaux.

Les nouvelles inégalités spatiales provoquent les crises politiques

La concentration des investissements sur la métropole provoque une dualité au sein de l'espace national selon le principe centre-périphéries. Le réseau urbain secondaire est abandonné, ce qui a pour conséquence d'entraîner les régions périphériques dans la pauvreté, tandis que la richesse se concentre dans la région métropolitaine autour de la capitale. Dans la plupart des pays cela n'entraîne pas de transferts massifs de population des périphéries vers le centre et l'agglomération capitale ne dépasse pas les 25% de la population. Le poids des villes moyennes augmente peu, ce sont plutôt les bourgs classés comme non-urbain par l'administration[20] qui connaissent la plus forte croissance démographique mais sans développement économique. La pauvreté se concentre dans ses petites villes où le contrôle social rend la situation explosive pour la jeunesse au chômage, particulièrement celle qui a fait des études supérieures.

En Tunisie, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur était estimé à 45%. La frustration que suscite ce « chômage d'insertion » est d'autant plus forte que le diplôme, présenté comme le sésame pour l'emploi se révèle constituer une barrière pour les jeunes. D'une part ils ont des prétentions salariales supérieures au marché. D'autre part leur orgueil de diplômé du supérieur leur interdit d'accepter un emploi qui ne correspond à leur statut. Alors que le taux de chômage des jeunes diplômés a été divisé par trois depuis 1995, celui des diplômés de l'enseignement supérieur a été multiplié par cinq[21], et ce malgré les embauches dans le secteur public pour tenter de résorber ce potentiel de révolte. Cette nouvelle précarité des jeunes diplômés est exacerbée par des inégalités régionales fortes entre un littoral dynamisé par le tourisme la production manufacturière et les services « offshore » tels que les centres d'appel téléphoniques, et un hinterland délaissé par les pouvoirs publics et le secteur

[19] Barthel Pierre-Arnaud, « Faire du « grand projet » au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », *Géocarrefour*, Numéro Vl. 83/1 (2008), URL : http://geocarrefour.revues.org/
[20] Semmoud Bouziane, *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2010.
[21] Agence Française pour le Développement, Paris 2011.

privé mondialisé. Ce n'est donc pas un hasard si la révolte tunisienne est venue d'une petite ville de l'intérieur, Sidi Bouzid, à la suite de l'immolation d'un de ces diplômés chômeurs qui ne supportait plus l'arbitraire policier et l'humiliation sociale. En Syrie, la révolte a éclaté en mai 2011dans des petites villes du Sud du pays autour de Deraa, qui se trouvent dans la même situation que celle de la Tunisie centrale. Les métropoles, aux inégalités spatiales et sociales criantes, ne demandaient que cela pour s'embraser à moins que l'incendie ne s'y déclare directement comme au Caire[22]

Face à une croissance démographique soutenue seulement, bloqués par leur inertie bureaucratique et par un désintérêt total pour les problèmes de logement de leur population, les dirigeants arabes ont laissé se développer d'immenses quartiers informels autour des métropoles au point que ces derniers représentent le tiers de la superficie de Damas, du Caire et de Casablanca. Les politiques de rémissions sont lentes et peu efficaces. Ces quartiers ne sont plus le réceptacle de l'exode rural, le passage obligé pour les populations rurales qui venaient s'installer en ville, mais bien le lieu définitif de leur résidence, eux et leurs enfants, faute d'ascenseur social qui fonctionne. Les néo-urbains sont d'ailleurs rejoint de plus en plus par les classes moyennes urbaines qui ne trouvent plus à se loger dans des quartiers soumis à une trop forte pression immobilière, notamment en raison de l'intégration de la métropole dans la mondialisation. Au Caire, la stratégie du « Grand Caire 2050 », dirigée par un conseil présidé par le président Moubarak jusqu'à sa chute, avait pour mission de faire du Caire une ville mondiale. Pour cela, les espaces les plus susceptibles d'accueillir des équipements de prestige et des résidences de luxe ont été identifiés et proposés à des investisseurs. La plupart des terrains étaient bien sûr occupés par des quartiers informels. La diffusion des images des projets par les médias, même si leur faisabilité n'a pas été établie, a provoqué une grande crainte parmi les populations en situation immobilière précaire. Ces dernières ont donc alimenté massivement les manifestations contre Moubarak en janvier-février 2011 qui ont conduit à sa chute. Le même phénomène se répète à Damas, Amman et Tunis où le droit au logement conduit à la révolte contre le régime prédateur ; en 1871, la commune de Paris représentait également une réaction populaire contre l'Hausmannisation de la capitale française sous le second empire[23].

La précarisation dans les quartiers informels conduit la population à rechercher des soutiens financiers et politiques. A Beyrouth, le Hezbollah est l'émanation des chiites de la banlieue sud, au Caire ce sont les Frères Musulmans qui investissent le terrain, d'autant plus que l'Etat a abandonné les populations à leur sort. Même le régime baathiste a laissé la place à des associations caritative dans les banlieues des grandes villes syriennes avant de se rendre compte qu'il laissait un espace aux islamistes et tenté de faire machine arrière[24]. Les régimes ont perdu leur clientèle au profit d'autres acteurs qui se placent clairement dans une perspective de prise de pouvoir. Dans les pays comme la Syrie, où différentes communautés cohabitent, la contestation à Bachar el Assad prend un tournant communautaire : la majorité arabe sunnite contre la minorité alaouite « au pouvoir ». En Egypte, les coptes sont des

[22] Barthel Pierre Arnaud, *Le Caire : réinventer la ville*, Autrement, Paris, 2010.
[23] Lefebvre Henri, *Espace et politique*, Anthropos, Paris, 1972.
[24] Pierret Thomas et Kjetil Selvik, – « Limits of authoritarian upgrading in Syria : private welfare, Islamic charities, and the rise of Zayd movement", *Middle East Studies* 41, Cambridge University Press, 2009.

victimes désignées face aux problèmes économiques que l'ancien et le nouveau régime ne peuvent résoudre. Bien que la communauté copte compte des membres dans toutes les catégories sociales, des chiffonniers du Caire à Boutros Ghali, l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, ses membres se sont sentis marginalisés au cours des dernières années et visés par des mesures discriminatoires ou des actes de violence, tel que l'attentat meurtrier contre une église à Alexandrie le 31 décembre 2010. Les difficultés économiques et sociales, le désintérêt de l'Etat pour l'espace public et la dissolution des identités nationales dans la mondialisation réactivent les clivages communautaires.

Conclusion : les dictateurs rêvent du modèle chinois et les populations du droit à la ville

Le défis urbain que représente la gestion des métropoles du monde arabe constitue un défis politique pour les régimes en place et ceux qui leurs succéderont. Les révoltes actuelles constituent une riposte non consciente pour la plupart des protagonistes, contre une gouvernance urbaine à la dérive et abandonnée entre les mains de promoteurs internationaux. L'autoritarisme assurait une paix sociale forcée face à la dégradation des conditions de vie et la précarisation immobilière des classes moyennes et populaires. Au Liban, dès le départ de l'armée syrienne, le nouvel ordre urbain imposé par le promoteur-premier ministre libano-saoudien Rafic Hariri, a été la cible de la contestation populaire. Le communautarisme libanais et la géopolitique régionale ont fait oublié que l'occupation du centre-ville de Beyrouth, de septembre 2006 à mai 2008, n'était pas seulement la manifestation d'un clivage sunnite contre chiite, ni de la politique iranienne, mais aussi l'expression du « droit à la ville »[25] pour les populations périphériques, exclues aujourd'hui d'un lieu qui avant la guerre civile constituait un véritable espace public. Les mêmes motivations poussent les tunisois et les cairotes à envahir les places centrales pour crier leur colère. Les Damascènes souhaitent eux aussi prendre possession des grandes place de la capitale, les Omeyyades et les Abbassides, mais le dispositif sécuritaire empêche les manifestants d'y parvenir, ils doivent se contenter de manifestations dans les ruelles des quartiers informels où ils sont davantage protégés, cependant leur objectif est là aussi la reconquête du centre-ville. Derrière le symbole politique, cela explique aussi pourquoi la bourgeoisie syrienne soutient le régime et sa répression. Partout dans le monde arabe les possédants voient d'un mauvais œil le renversement de l'ordre social, certes ils souhaitent avoir plus de droits politiques mais sans que cela n'amènent au pouvoir la majorité appauvrie. La peur de l'invasion des villes par les pauvres a traversé l'histoire et est commune à de nombreux pays du Sud.

Le concept de mondialisation indirecte tout comme il existe celui de « rente indirecte » caractérise parfaitement la situation des métropoles du Proche-Orient, car leur intégration dans le réseau des villes mondiales est plus suie qu'active. En ce qui concerne les pays non pétroliers, leur croissance économique reste liée au drainage des ressources nationales, les investissements immobiliers internationaux et les remises des émigrés. La faiblesse de la recherche développement et de l'industrie manufacturière exportatrice témoigne de leur faible intégration à la nouvelle économie mondiale. Leur système économique et l'ordre urbain qui en découle est le résultat d'un système politique autoritaire et prédateur. Bachar el Assad,

[25] Lefebvre Henri, *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris,1968.

Hosni Moubarak ou Ben Ali rêvaient du modèle chinois pour leurs pays : un développement économique sans libéralisme politique. Mais force est de constater que le modèle chinois n'est pas transposable en dehors de l'aire confucianiste. Par ailleurs, il n'est pas sûr que le « Enrichissez-vous »[26] que lancent les dirigeants chinois à leur population suffise longtemps à leur bonheur. Or dans le monde arabe, la croissance est largement confisquée par une minorité de nouveau riches, et en dehors de l'émigration il n'y a guère de salut pour les autres.

Les populations exclues cherchent aussi le salut dans le secours de la religion, d'autant que dans les banlieues et quartiers informels abandonnés par les pouvoirs publics, les associations caritative, le plus souvent religieuse, occupe de plus en plus le terrain. L'Islam radical constitue une nouvelle identité pour ces populations déracinées de la campagne et ces classes moyennes appauvries. Avec à la déliquescence des services et la dégradation de l'environnement urbain, la ville islamique mythique de Médine, où régnait l'harmonie entre les musulmans, devient un idéal face à l'échec urbanistique des Etats modernes. Dans son rapport annuel sur le développement dans le monde de 2009, la Banque Mondiale s'interrogeait sur les conséquences de la métropolisation versus mondialisation en ces termes : « Reste à savoir si les concentrations humaines se traduiront par une prospérité accrue, ou si elles entraineront un surpeuplement accompagné d'une misère sordide »[27]. La crainte ou la réalité de ce schéma a favorisé les révoltes dans le monde arabe. Il est clair que la mondialisation est extrêmement dangereuse pour les régimes arabes par ses effets économiques et sociaux, sans oublier la circulation des informations et des idées qu'elle implique.

Fabrice Balanche

Docteur en géographie politique, Fabrice Balanche est maître de conférences à l'Université Lyon 2 et Directeur du Groupe de Recherche et d'Etudes sur la Méditerranée et le Moyen Orient depuis 2007. Il est l'auteur de l'*Atlas du Proche-Orient arabe*, Paris, PUPS, 2011 et *de La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala 2006. Il a publié plusieurs articles en français, anglais et espagnol sur la géographie politique et l'urbanisme au Proche-Orient.

Bibliographie

Al Dbiyat Mohamed, *Homs et Hama en Syrie centrale*, Damas, IFPO, 1995.

Balanche Fabrice, « Atlas du Proche-Orient arabe », Presses Universitaires de Paris Sorbonne, Paris 2011

Balanche Fabrice, « L'Etat au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen Orient », *L'Espace Politique*, 11 | 2010/2, mis en ligne le 18 novembre 2010, http://espacepolitique.revues.org/index1619.html

[26] « Enrichissez-vous » est la phrase que Guizot, Premier Ministre de Louis-Philippes Ier (1830 – 1848) lançait à la bourgeoisie française. Cette dernière faisait des affaires grâce à la paix sociale que maintenait la monarchie de Juillet. Il aurait été malvenu que cette bourgeoisie réclame donc des libertés politiques dont le peuple aurait pu profiter pour renverser l'ordre social.

[27] Banque Mondiale, *Repenser la géographie économique*, Washington, 2009.

Balanche Fabrice, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'Etat », *Revue de géographie de l'Est*, octobre 2010, http://rge.revues.org/

Banque Mondiale, *Repenser la géographie économique*, Washington, 2009.

Barthel Pierre-Arnaud, « Faire du « grand projet » au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », *Géocarrefour*, Numéro Vl. 83/1 (2008), URL : http://geocarrefour.revues.org/

Barthel Pierre Arnaud, *Le Caire : réinventer la ville*, Autrement, Paris, 2010.

Escallier Robert, « Métropoles et globalisation dans le monde arabe et méditerranéen : état, enjeux et perspectives », *Cahier de la Méditerranée*, n°64, 2003.

Harb Mona, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005) : de la banlieue à la ville*, Karthala, Paris, 2010.

Harb Mona, "Transforming the Site of Dereliction into the Urban Culture of Modernity: Beirut's Southern Suburb and the Elyssar Project. In *Projecting Beirut: episodes in the construction and reconstruction of a modern city*, edited by P. G. Rowe and H. Sarkis. Munich: Prestel, 1998.

Hinnebush Raymond, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria*, Westview Press, London, 1989.

Lefebvre Henri, *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris, 1968.

Lefebvre Henri, *Espace et politique*, Anthropos, Paris, 1972.

Leveau Rémy, *Le Fellah marocain Défenseur du trône*, Paris, Presses de Sciences Po, 1976.

Milbert Isabelle : «Mondialisation, gouvernance et développement», in Cadène Philippe : *La mondialisation : l'intégration des pays en développement*, Paris, 2007 pp. 43-54.

Pierret Thomas et Kjetil Selvik, – « Limits of authoritarian upgrading in Syria : private welfare, Islamic charities, and the rise of Zayd movement", *Middle East Studies* 41, Cambridge University Press, 2009.

Reynaud Alain, *Société, espace et justice*, PUF, Paris, 1981, 263 p.

Semmoud Bouziane, *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2010.

Seurat Michel, *L'Etat de Barbarie*, Seuil, Paris, 1989.

Seurat Michel, Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli : étude d'une *assabiyya* urbaine », in Péchoux Pierre Yves édit., *Mouvements communautaires et Espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, CERMOC, 1985, pp. 45 – 86

Signoles Pierre, *L'espace tunisien : Capitale et Etat-Région*, Fascicules de Recherches n° 14 et 15, URBAMA, Tours, 1985.

Signoles Pierre, *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Editions du CNRS, Paris, 1999.

Troin Jean-François, *Le Grand Maghreb*, Armand Colin, Paris, 2006, p.215.

Weulersse Jacques, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Arthaud Editeur, Tours, 1947.